

Bretagne – BRETAGNE

Duché de BretagneSite officiel.....

..... Pays souverain en Europe depuis l'An 845 – "que le nom et principauté ne soit à jamais aboli".07/01/1499...2017.....—.....DEGEMER MAT....BIENVENUE

France – Traités

.ARCHIVES NATIONALES DE BRETAGNE.

Traité Signé la première semaine de Janvier 1499 , le 7, (avant la pâques 1498) aujourd'hui suite au changement du calendrier. Anne de Bretagne ayant exigé la rédaction de ce traité rétablissant la totale souveraineté du Duché de Bretagne pour son mariage avec Louis XII. **La Convention de Droit (international) Public a été lue devant l'Assemblée des Etats de Bretagne par Guillaume Gédouin.**

« Articles accordés par Louis XII, touchant les privilèges, droits, Duc. De la Bretagne

Loys, par la grace de Dieu Roy de France, Savoir fafont à tous préfens & advenir, comme ce jourd'huy en traitant, accordant & concevant le mariage qui présentement a esté fait & accordé entre nous de nostre part, & nostre très-chère & très-amée coufine la Royne anne Duchesse de Bretagne de la fiennne, plusieurs points & articles ayent esté accordés entre nous & elle, & iceux mis & redigez par escript, defquels articles & convencions avons accordé **deux lettres feulement estre faictes**, l'une contenant les choses particulières des personnes de nous & nostredite coufine & des enfans qui yffiront de nous deux felon les Lettres & Contrats fur ce faits & paffez, & [la deuxième] cesttes touchant les choses concernans le gouvernement, adminiftracion, droits, libertez, prééminences, Offices & officiers dudit pays, tant en fait de l'Eglise, de la Justice, noblesse, que generalité dudit pays, & defquels articles & convencions la teneur s'enfuit.

1.item.C'est à fçavoir que en tant que touche **de garder & conduire le pays de Bretagne & les fubgets d'icelui en leurs droits, libertez, franchises, ufaiges, couftumes & ftilles tant au fait de l'Eglise, de la Justice, comme Chancellerie, Confeil, Parlement, Chambre des Comptes, Tréforerie generale**, & autres de la Noblesse & commun peuple, en maniere **que aucune nouvelle loi ou confitution n'y foit faite, fors en la maniere accoustumée par les Roys & Ducs prédeceffeurs de nostredite coufine la Duchesse de Bretagne** ; que nous voullons, entendons, accordons, & promettons garder & entretenir ledit pays & fubgets de Bretagne en leurfdits droits & libertez, ainfi qu'ils en ont joui du temps des feux Ducs prédeceffeurs de nostredite coufine.

2 Item, & que en tant que..Et afin que ce foit chose ferme & estable pour toujours, nous avons fait mettre nostre fcel à ces présentes, fauf en ce & autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. **Donné ou chafel [Château] de Nantes ou mois de Janvier l'an de grace [avant pâques 1499]** & de nostre regne le premier. **Ainfi figné, Loys Par le Roy**, Meffaigneurs les Cardinaux de S.Pierre ad vincula, & d'Amboise, vous le Seigneur de Raveftain, le Prince d'Orange, le Marquis de Rothelin ; les Comtes de Rohan, de Guyfe, de Ligney, de Dunoys & de Rieux ; les Evefques d'Alby, de S. Briec, de Luçon, de Leon, de Cepte, de Cornouaille & de Bayeux ; les Sires de Gyé & de Baudricourt Marefchaux de France, de Sens **Chancelier de Bretagne** ...

L'original de la Lettre de Charte cy-deffus escrit a esté aujourd'hui à infance de **M.Guillaume Gedouin Procureur General de Bretagne, apparue & exhibée au Confeil du Roy & Duc en ce pays & Duché de Bretagne, laquelle y a esté vûe et lûe en Jugement**, ...Maître Charles de la Motte, & autres plusieurs témoins dignes de foy, furent informez defdits fignes & fscellez cy appofez, a esté par lefdits gens tenans ledit Confeil icelle **Lettre de Charte publiée & tenue pour publiée & commandé d'y obéir**, & en bailler copie & vidimus à tous ceux & chacune qui en voudront avoir foubz le fceaux des Actes dudit Confeil, & ont déclaré autant de foy devoir estre adjouté aux copies comme à ladite Lettre originale. **Donné, fait & expédié audit Confeil les caufes d'icelui tenans le 19. jour du mois de Janvier l'an 1498 [1499].** Collation eft faite à l'original, Signé, Blanchard, & fcellé d'un fceau de cire rouge . » (extrait, voir l'ensemble de la Convention de Droit international Public de 13 Clauses. **Seul lien Juridique, au point de vue international, existant entre la Bretagne et la France en 2017 .)**

– SOURCES : Archives ref AA4 « Copie de 1524, d'après un vidimus de 1499, Nantes, le 7 janvier 1499, Parchemin » (ref 88 du Catalogue de l'Expo du Château de Nantes ») –

(Dom Morice, tome III, Mémoires pour servir de Preuves à l'histoire Ecclésiastique et civile de Bretagne, Acte sous forme de Convention de droit public de 13 clauses : colonnes 815 à 818 , et 2eme Acte de droit privé pour le Mariage, 5 clauses : 813 à 815)

Les 13 CLAUSES [ou Item] du Traité : (Pérennité du style de l'état)

1/ Rétablissement en Bretagne des Chancellerie, Conseil, Parlement, Chambre des Comptes,Trésorerie, justice, Administrations et Droits et libertés de Bretagne...

2/ Offices et officiers de Bretagne : aucun changement (pas de nomination étrangère)

3/ Offices et Officiers, nominations par le Duc. (Chef d'Etat)

4/ Impôts (suivant la Coutume) et Bretons jugés uniquement par une juridiction Bretonne. (Les Lois de Bretagne & droit Coutumier de

Bretagne)

5/ Guerres, consentement du Duc et des Etats de Bretagne.

6/ Droits gardés de part et d'autre, émission de la monnaie de Bretagne et Séparation des 2 couronnes (l'union personnelle par mariage n'est pas une union de territoires)

7/ Inviolabilité de la Constitution de Bretagne, droits et coutumes uniquement par le Parlement et les Etats de Bretagne (»protestation » en 1789/1791 René de Botherel)

8/ Bénéfices réservés uniquement à la Bretagne.

9/ Prévôts, capitaines...en leur juridiction suivant la Coutume de Bretagne.

10/ Nominations aux évêchés par le Duc – **Nantes ville principale du Pays de Bretagne.**

11/ Compétence fiscale exclusive, crimes, bénéfices aucun ressort hors du Parlement de Bretagne et des Juridictions de Bretagne.

12/ Aucune exécution de mandements ni exploits (d'huissiers) en Bretagne. (expulsions ou autres ...etc)

13/ **limite des frontières** – si conflit, tribunal paritaire entre français et Bretons –

Accomplir sans venir au contraire, de point en point et Traité ferme et stable pour toujours.

.....
le Traité de Souveraineté de la Bretagne – Union personnelle et donc pas d'union de territoires, mais alliance en cas de guerre car l'union personnelle n'est pas transmissible à un autre souverain français, en droit public (voir la page du site)- et la Convention Signée en Janvier 1499 (pâques 1498) entre Anne de Bretagne, Duchesse souveraine de son Duché de Bretagne (par la mort de Charles VIII, clause du traité de mariage de 1491 – Union personnelle -) et Reine, qui exige que Louis XII vienne au Château de Nantes, en son Duché Souverain, et lui confirme dans le traité de mariage et la Convention qu'on lui confirme la restitution de ses droits (spoliée dans son premier contrat avec Charles, mais remise dans ses droits par la mort du roi, par la clause du contrat en conséquence.)

IL APPARTIENT A TOUS LES BRETONS, CAR TOUJOURS VALABLE en 2017, du point de vue juridique au plan des traités internationaux **et supérieur aux lois, étrangères, françaises.** Comme les traités Européens qui sont eux aussi supérieurs aux lois françaises (**art55**) et les tribunaux doivent donc en tenir compte. **Tout breton peut donc en demander l'application auprès des tribunaux putatifs (illégaux,** voir la »protestation » De Botherel 13 février 1790 : «En Bretagne il n'y a plus de tribunal légal ») en Bretagne, mais aussi auprès des différentes administrations des impôts qui réclament des Taxes illégales (impôts fonciers, taxe d'habitation, impôts sur les revenus...etc Amendes...etc PV...etc) que vous pouvez refuser. idem en cas de décès, vous n'avez pas de droits de succession à payer, en faisant valoir ce traité. Idem pour les commerçants, artisans, agriculteurs, pêcheurs, entreprises qui en Bretagne ne sont pas soumises aux taxes, TVA, impôts sur les bénéfices en exigeant l'application de ce traité de Nantes de 1499. Il n'a jamais été Dénoncé par aucune des 2 parties (par nomination d'Ambassadeurs) !

- IL Y A CONFLIT DE LOIS ET DE JURIDICTIONS (la France étant pays étranger par rapport à une personne ou un groupe en Bretagne, même s'il n'y a plus d'Etat constitué en Bretagne, vous avez des droits !) -donc un problème de procédure de droit public – [droit international privé] : toute personne convoquée devant un tribunal, de Nantes à Brest en Bretagne Historique, pour quelque motif que ce soit, peut et doit exiger un avocat en droit international privé pour sa défense. Et aller d'appel en appel jusqu'à la **CEDH**, seul capable de juger tout conflit, étant une Cour supérieure internationale. La France ne pouvant être juge, et partie au traité de Nantes de 1499, elle n'a donc aucune compétence pour définir de la validité d'un délit sur un territoire qui ne lui appartient pas, par des Lois illégales. « La ou il n'y a pas de loi, il n'y a pas de délit ».
- Pour toutes autres revendications seules la C.I.J ou l'ONU ont compétence sur des revendications territoriales, qui doivent leur être adressée directement ou avec l'appui d'Etats dits »petits », petites souverainetés qui ont accès à l'ordre du jour de l'Assemblée des Nations Unies pour les droits des nations [peuples] autochtones.
- Rappel de ce que disent l'Historien **Jules Michelet** « La Bretagne est une colonie comme l'Alsace et les Basques, [mais] plus que la Guadeloupe ! » (1831, lors de son voyage en Bretagne, pour l'écriture du »roman" national français) – à l'époque la Savoie (1860) et la Corse (1765, République Corse) n'avaient pas encore été colonisées complètement par la France (puis Royaume Corse).
- et le 22 Octobre 2005 entre **Michel Rocard** (Ministre Français) et l'Ambassadeur Américain des USA a Paris Craig Stapleton « La France s'est créée en détruisant cinq Cultures : Bretonne, Occitane, Alsacienne, Corse et Flamande nous sommes la seule Nation qui s'est créée de façon militaire et non homogène. Ce qui la rend difficile à gouverner. »... le diplomate s'étonnait du mystère de la société française...pourquoi ce pays [dit] si égalitaire et ambitieux en matière de droits de l'homme [qu'il n'applique pas : 120 prisonniers politiques, otages de l'Etat français] rencontre t'il autant de difficultés pour faire une place aux minorités ethniques et religieuses.

le journal Le Monde censure et ne reprends pas les propos du Ministre Michel Rocard (propos révélé par Wikileaks) et réitéré 2 fois par le ministre à la TV lors de deux interviews dont une avec Laurent Delahousse sur France 2.

Propulsé par WordPress.com. (https://wordpress.com/?ref=footer_blog)